

MISE EN PLACE D'UN PARC PHOTOVOLTAIQUE

ETUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

~

Résumé non technique



LA FOURNEE DOREE ATLANTIQUE

ZA Sud des Achards

85 150 LES ACHARDS

Date	Référence	Rédaction	Validation	Version
18/07/2023	22852996	MB	AIB	1.0

Fiche signalétique

Identification de l'exploitant/porteur de projet

Raison sociale :	LA FOURNEE DOREE ATLANTIQUE
Forme juridique :	SAS
Adresse de l'installation :	Zone d'activité Sud des Achards, 85150 LES ACHARDS
Numéro de téléphone :	02 51 05 99 80
Contact technique :	ANTIER Jeremy
Numéro de SIRET :	42266562000015
Code APE :	1071A

Identification du projet

Localisation du site :	Zone d'activité Sud des Achards, 85150 LES ACHARDS
Interlocuteur en charge du suivi du dossier :	ANTIER Jeremy
Numéro de téléphone :	02 51 05 99 80
E-mail :	jantier@lafourneedoree.fr

Sommaire

Résumé non technique	6
1 CONTEXTE DU PROJET.....	7
2 PRESENTATION DU PROJET.....	7
2.1 Localisation du projet.....	7
2.2 Le parc photovoltaïque	9
2.2.1 La production d'électricité	9
2.2.2 L'aménagement du site.....	9
3 REGLEMENTATION	10
4 ETAT INITIAL DE LA ZONE D'IMPLANTATION ET DE SON ENVIRONNEMENT.....	11
5 ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET.....	18
6 COMPATIBILITE AUX PLANS ET PROGRAMMES	22
7 Synthèse de l'étude d'impact	25

Liste des tableaux

Tableau 1 : Synthèse des procédures réglementaires à engager	10
Tableau 2 : Synthèse de l’état initial et des sensibilités du milieu	11
Tableau 3 : synthèse des enjeux les plus sensibles.....	17
Tableau 4 : synthèse de l’étude d’impact	18
Tableau 5 : synthèse de la compatibilité aux plans et programmes en vigueur sur la zone d’étude.....	22

Liste des illustrations

Figure 1 : Photo aérienne de l’emplacement du projet (source : Géoportail)	7
Figure 2 : Localisation du projet.....	8
Figure 3 : Implantation des panneaux photovoltaïques (source : pad architectes)	9

Résumé non technique

1 CONTEXTE DU PROJET

Afin de renforcer son autonomie énergétique, La Fournée Dorée Atlantique a pour projet la mise en place d'un parc de production d'électricité photovoltaïque à proximité immédiate de l'usine située aux Achards (Vendée). L'électricité produite alimentera uniquement l'usine, le parc ne sera pas raccordé au réseau public. EDF ENR accompagne La Fournée Dorée Atlantique dans la mise en place du projet.

2 PRESENTATION DU PROJET

2.1 LOCALISATION DU PROJET

Le site d'étude du projet de parc photovoltaïque est localisé sur la commune des Achards sur la zone d'activité Sud des Achards à environ 2,4 km au Sud du bourg de la Mothe-Achard. La commune des Achards est une commune nouvelle localisée en Vendée (85) en région Pays de la Loire. Une carte de localisation est fournie en page suivante.

Le projet est localisé dans un contexte marqué par le développement des activités industrielles au Nord et un maillage d'habitations rurales plus au Sud. Les habitations les plus proches sont distantes d'environ 150 m des parcelles du projet. L'emprise du projet se situera sur d'anciennes parcelles agricoles laissées récemment en friches en vue de l'extension future de la zone d'activité des Achards. Les parcelles sont séparées au centre par un ancien chemin d'exploitation agricole en partie arboré.



Figure 1 : Photo aérienne de l'emplacement du projet (source : Géoportail)

Cabinet Bretagne Environnement

2.2 LE PARC PHOTOVOLTAÏQUE

2.2.1 La production d'électricité

Les panneaux solaires seront installés en ligne sur des structures métalliques, pour une hauteur totale ne dépassant pas 2,12 m de hauteur. La mise en place des structures se sera par des pieux vissés dans le sol, donc sans béton et sans imperméabilisation du sol. Les panneaux seront inclinés de 15°.

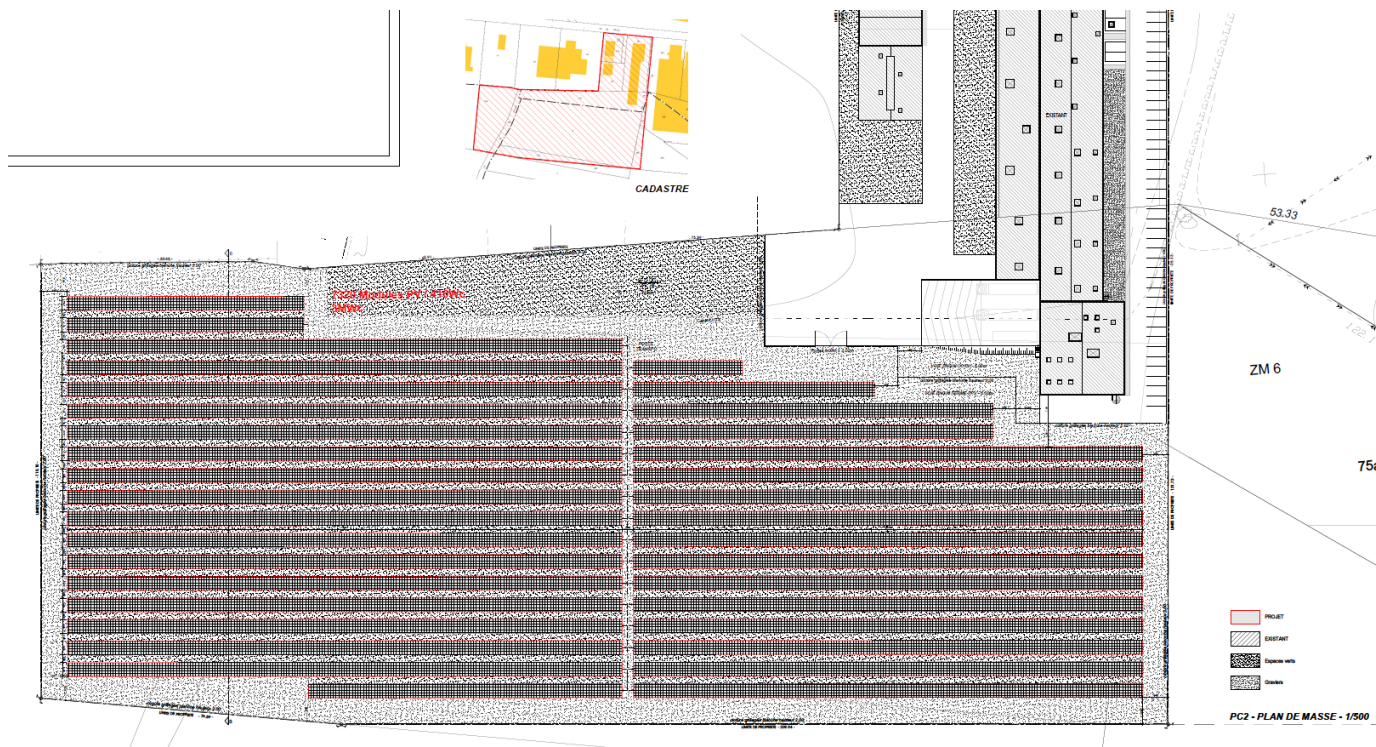


Figure 3 : Implantation des panneaux photovoltaïques (source : pad architectes)

La production d'électricité représentera en équivalence la consommation électrique de 780 foyers.

Un poste transformateur d'environ 21 m² en préfabriqué seront installé sur une dalle béton, afin d'élever la tension et de la rendre compatible avec le réseau de La Fournée Dorée Atlantique.

2.2.2 L'aménagement du site

Afin d'éviter toute intrusion de personnes non habilitées et pour protéger les installations des dégradations, le parc photovoltaïque sera délimité par une clôture en grillage rigide d'une hauteur de 2 m pour une longueur totale d'environ 800 mètres linéaires. Un portail fermera l'accès au site.

A l'intérieur du site, des pistes de circulation stabilisées seront aménagées de manière à constituer une rocade d'une largeur de 6 mètres. Une pénétrante de 3 mètres de largeur sera aménagée, de manière à quadriller les installations pour permettre la circulation et la maintenance, et donner l'accès aux constructions (panneaux, onduleurs, poste de transformation...) pour les services de secours.

3 REGLEMENTATION

L’annexe de l’article R122-2 du Code de l’environnement fixe les seuils à partir desquels les projets sont soumis à évaluation environnementale de façon systématique ou à l’issue de la procédure de l’examen au cas par cas. La puissance du projet du parc photovoltaïque de La Fournée Dorée Atlantique sur la commune des Achards sera de 3,0012 MWc.

La puissance du projet du parc photovoltaïque sera supérieure à 1 MWc. Ce projet est donc soumis à la réalisation d’une évaluation environnementale systématique (étude d’impact).

Le tableau suivant récapitule les procédures nécessaires à la mise en place du projet de parc photovoltaïque.

Tableau 1 : Synthèse des procédures réglementaires à engager

Procédure	Situation du projet
Permis de construire	Concerné
Evaluation environnementale – Etude d’impact	Concerné
Enquête publique	Concerné
Demande d’autorisation de défrichement	Non concerné
Evaluation des incendies NATURA 2000	Non concerné
Dossier Loi sur l’Eau	Non concerné
Dossier de demande de dérogation au titre de la destruction d’espèces protégées et de leur habitat	Non concerné
Etude préalable agricole	Non concerné

L’étude d’impact est constituée des éléments précisés à l’article R. 122-5 du Code de l’Environnement. En vertu de l’application de ce même article, l’étude d’impact relative au projet de parc photovoltaïque de La Fournée Dorée Atlantique a été menée de manière proportionnée aux enjeux de l’environnement du site et aux impacts potentiels.

L’étude d’impact a été menée en considérant plusieurs aires d’études dont l’emprise n’est pas limitée aux terrains sur lesquels les panneaux photovoltaïques seront installés, car les incidences peuvent s’étendre au-delà (effets sur le paysage par exemple). Dans le cadre de la présente étude, le contexte environnemental est centré sur un rayon de 5 km, correspondant à l’aire d’étude éloignée, incluant l’aire d’étude rapprochée (1 km) et immédiate (500 m).

Les impacts sur l’environnement ont de plus été étudiés sous l’angle des effets cumulés avec les autres projets connus de l’aire d’étude, afin de se conformer aux requis réglementaires.

4 ETAT INITIAL DE LA ZONE D'IMPLANTATION ET DE SON ENVIRONNEMENT

Une analyse l'état initial de la zone d'étude a été menée afin de déterminer la sensibilité des différents enjeux environnementaux. Elle est présentée dans le tableau ci-dessous. L'échelle des sensibilités est la suivante :

Favorable	Nulle	Faible	Modérée	Forte	Très forte
------------------	--------------	---------------	----------------	--------------	-------------------

**Lorsque que l'état initial produit un constat nuancé, notamment du fait des différentes échelles d'étude (les aires d'études), des classements intermédiaires sont utilisés (exemple : nulle à faible)*

Tableau 2 : Synthèse de l'état initial et des sensibilités du milieu

ENJEUX	ETAT INITIAL	SENSIBILITE DU MILIEU
GENERALITES		
Occupation du sol alentour	Bordure immédiate d'une zone d'activité industrielle et de champs cultivés. Proximité d'une zone résidentielle (150 m).	Faible
Occupation du sol de l'emprise du projet / PLU / SCOT / Servitudes	Terrain agricole. Zone classée « A urbaniser / secteur de développement économique » par le PLUiH. Un projet de type photovoltaïque est cohérent avec les souhaits exprimés par le PLUiH du Pays des Achards et le SCOT Vendée Cœur Océan de développer les énergies renouvelables sur le territoire. Pas de servitudes recensées à proximité immédiate du site.	Favorable
ENVIRONNEMENT NATUREL		
Habitats naturels et continuité écologiques (trames vertes et bleues)	Aucun des éléments identifiés dans le SRCE des Pays de la Loire ne contraint le site du projet.	Nulle
NATURA 2000	Au regard des distances d'éloignement, aucune sensibilité relative à la présence d'une zone NATURA 2000 n'est à relever sur le secteur d'étude.	Nulle

ENJEUX	ETAT INITIAL	SENSIBILITE DU MILIEU
Zones naturelles bénéficiant de protections réglementaires	<p>Distances aux zones les plus proches :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotopie et de Géotopie : 12 km - Réserve naturel nationale et régionale : 38 km - Parc national (cœurs de parc) : 400 km - Réserve nationale de chasse et de faune sauvage : 130 km - Réserve biologique : 105 km <p>Au regard des distances d’éloignement, aucune sensibilité liée à la présence de ces zones n’est à relever sur le secteur d’étude.</p>	Nulle
Zones naturelles bénéficiant de protections contractuelles	<p>Distances aux zones les plus proches :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Parc national : 400 km - Parc naturel régional : 16 km - Parc naturel marin : 17 km - Site OSPAR : 14 km <p>Au regard des distances d’éloignement, aucune sensibilité liée à la présence de ces zones n’est à relever sur le secteur d’étude.</p>	Nulle
Zones naturelles d’intérêt bénéficiant de protection par maitrise foncière	<p>Distances aux zones les plus proches :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Site acquis des Conservatoires d'espaces naturel : 40 km - Sites du Conservatoire du Littoral : 9 km <p>Au regard des distances d’éloignement, aucune sensibilité liée à la présence de ces zones n’est à relever sur le secteur d’étude.</p>	Nulle
Zones naturelles d’intérêt bénéficiant de protection par convention	<p>Distances aux zones les plus proches :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réserve de biosphère : 180 km - Biens inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l’UNESCO : 215 km - Zones humides (convention RAMSAR) : 20 km <p>Au regard des distances d’éloignement, aucune sensibilité liée à la présence de ces zones n’est à relever sur le secteur d’étude.</p>	Nulle
Zones d’intérêt écologique sans portée réglementaire	<p>Zone d’implantation incluse dans une ZNIEFF de type II (« Bocage à chêne Tauzin entre les Sables d’Olonne et la Roche-sur-Yon ») Autre ZNIEFF la plus proche à 3,9 km.</p> <p>Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) la plus proche : 9 km</p>	Faible à modérée

ENJEUX	ETAT INITIAL	SENSIBILITE DU MILIEU
Autres types de zones naturelles d’intérêt et/ou patrimoniales	<p>Distances aux zones les plus proches :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inventaire du patrimoine géologique : 15 km - Tourbières : 25 km - Massifs forestiers (réserve biologique ONF) : 110 km - Espaces naturels sensibles du Conseil Départemental de Vendée : 8 km <p>Au regard des distances d’éloignement, il est considéré une sensibilité nulle à faible liée à la présence de ces zones sur le secteur d’étude.</p> <p>Le projet n’est pas situé au sein d’un espace boisé ou en zone humide.</p>	Nulle à faible
Inventaire terrain de la richesse biologique et écologique	Le passage naturaliste, réalisé dans le cadre de l’étude d’impact en période printanière, a permis de constater que les enjeux relatifs à la faune sont faibles à modérés.	Faible à modérée
CADRE PHYSIQUE		
Morphologie et topographie	Les parcelles de la zone du projet présentent des pentes comprises entre 1 et 2 %. Morphologie non contraignante.	Nulle
Géologie	Non contraignant dans le cadre du projet.	Nulle
Météorologie	<p>Conditions compatibles avec l’installation de panneaux photovoltaïques.</p> <p>Vents moyens, risque orageux faible, épisodes météorologiques extrêmes rares.</p>	Favorable (production photovoltaïque)
		Nulle à faible (risques)
Paysages	<p>Secteur d’étude caractérisé par un paysage de campagne entrecroisé de haies bocagères et de parcelles agricoles. Également situé en périphérie immédiate d’un paysage artificialisé et industriel, également ponctué de hameaux résidentiels de part et d’autre.</p> <p>Éléments structurants du paysage (haie, boisement) sur le site du projet.</p>	Modérée

ENJEUX	ETAT INITIAL	SENSIBILITE DU MILIEU
Patrimoine	Distances aux zones les plus proches : <ul style="list-style-type: none"> - Monument classé ou inscrit : 5,5 km - Site patrimonial remarquable : 13 km - Site inscrit / Classé : 12 km <p>Au regard des distances d'éloignement et des risques faibles de visibilité, une sensibilité nulle à faible liée à la présence de ces éléments patrimoniaux est relevée sur le secteur d'étude.</p>	Nulle à faible
	Le site d'étude est entièrement situé en Zones de Présomptions de Prescriptions Archéologiques (ZPPA).	Modérée
MILIEUX AQUATIQUES		
Hydrogéologie	Le secteur d'étude est sous l'influence de la masse d'eau souterraine dite « Bassin versant de l'Auzance - Vertonne - petits côtiers » (référéncée FRGG029). La consultation de la Banque de Données du Sous-Sol permet de constater qu'aucun ouvrage souterrain n'est ou n'a été exploité sur le terrain d'étude. L'ouvrage souterrain le plus proche référencé comme point d'eau est localisé à environ 800 m (BSS001NHND). <i>Situation quantitative de la ressource en eau non considéré dans l'état initial compte tenu de la nature même du projet, non consommateur d'eau.</i>	Nulle à faible
Réseau hydrographique	Les cours d'eau et rivières sont tous éloignés de plusieurs centaines de mètres des parcelles du projet. <i>Situation quantitative de la ressource en eau non considéré dans l'état initial compte tenu de la nature même du projet, non consommateur d'eau.</i>	Nulle à faible
Alimentation en eau potable	Le captage AEP le plus proche est situé à 9,6 km au nord.	Nulle à faible
CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE		
Populations	Non contraignant. Ce type de projet assure la pérennité économique de l'entreprise, pourvoyeuse d'emplois sur le territoire	Favorable
Habitats	Les habitats de tiers les plus proches se situent à 150 m au sud des parcelles d'implantation du projet. La présence de structures végétales périphériques contribue à l'isolement visuel du projet par rapport aux habitations riveraines.	Faible à modérée
ERP	L'ERP le plus proche est un magasin de vente de station essence situé à 510 mètres au nord-est du projet. ERP non sensible.	Nulle

ENJEUX	ETAT INITIAL	SENSIBILITE DU MILIEU
Activités agricoles	Parcelle du projet récemment laissée en friche en vue de la future extension de la zone d'activité des Achards. Surface cadastrale d'environ 3 ha.	Modérée
Activités récréatives et touristiques	Sentiers touristiques le plus proche à 300 m un sud du projet, au sein du hameau du moulin des landes. Monument historique le plus proche à 5,5 km. Camping le plus proche à 900 m.	Faible
Voies de communication	Site bien desservi. D160 (2x2 voies) reliant la Roche-sur-Yon aux Sables d'Olonne d'est en ouest à 500 m du site du projet. Accès au site uniquement via la zone d'activité.	Favorable
Emissions lumineuses	Pollution lumineuse forte à l'endroit du projet, mais relativement circonscrite spatialement sur la zone d'étude.	Faible à modérée
Environnement sonore	Traffic routier sur la D160 (2x2 voies) et activité pouvant générer des bruits au niveau de la zone d'activité. Néanmoins, peu d'habitats, zone dédiée à l'activité par le zonage du PLU	Faible
Emissions vibratoires	Aucune source de vibration notable sur la zone d'étude. Vibrations très localisées autour des routes et usines.	Nulle à faible
Emissions de chaleur et de radiation	Aucune source de chaleur ou de radiation sur la zone d'étude.	Nulle
Déchets	Enjeu global non spécifique à la zone d'étude	Modérée
QUALITE DE L'AIR		
Mesures de la qualité de l'air	Qualité de l'air de la région moyenne durant la majeure partie de l'année. Pas de données à l'échelle locale. Présence à proximité d'une zone de circulation routière, générant des pollutions, et à contrario une zone rurale à la qualité de l'air préservée.	Faible
Poussières	Pas de rejets significatifs de poussières dans la zone d'étude.	Nulle à faible
Odeurs	Pas d'émissions d'odeurs significatives sur la zone d'étude.	Nulle à faible
CONTEXTE CLIMATIQUE		
Changement climatique	Enjeu global non spécifique à la zone d'étude.	Modérée
RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUE		

ENJEUX	ETAT INITIAL	SENSIBILITE DU MILIEU
Risques naturels	La base de données Géorisques renseigne sur la sensibilité du site aux différents risques naturels	
	Risque naturel	Sensibilité
	Feu de forêt	Faible
	Orage / tempête	Faible à moyen
	Inondation	Faible
	Submersion marine	Nulle
	Sismicité	Modérée
	Mouvements des argiles	Faible
	Cavités souterraines	Nulle
	Mouvements de terrain	Nulle
	Radon	Faible
Risques technologiques	La base de données Géorisques renseigne sur la sensibilité du site aux différents risques technologiques	
	Risque naturel	Sensibilité
	ICPE	Modérée
	SEVESO	Nulle
	Sites et sols pollués	Nulle
	Canalisation de matière dangereuse	Nulle
	Nucléaire	Nulle

En résumé, il peut être considéré que les enjeux environnementaux de la zone présentent une sensibilité limitée. Le degré de sensibilité le plus fort est « modéré ». Les enjeux présentant cette sensibilité et devant faire l'objet d'une attention particulière lors de l'étude des incidences sont regroupés dans le tableau suivant.

Tableau 3 : synthèse des enjeux les plus sensibles

ENJEUX	ETAT INITIAL	SENSIBILITE DU MILIEU
Paysages	Secteur d'étude caractérisé par un paysage de campagne entrecroisé de haies bocagères et de parcelles agricoles. Mais situé en périphérie immédiate d'un paysage artificialisé et industriel, également ponctué de hameaux de part et d'autre.	Modérée
Patrimoine	Le site d'étude est entièrement situé en Zones de Présomptions de Prescriptions Archéologiques (ZPPA).	Modérée
Activités agricoles	Parcelle du projet récemment laissée en friche en vue de la future extension de la zone d'activité des Achards. Surface cadastrale d'environ 3 ha.	Modérée
Déchets	Enjeu global non spécifique à la zone d'étude.	Modérée
Changement climatique	Enjeu global non spécifique à la zone d'étude.	Modérée

5 ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET

Les incidences sur les enjeux environnementaux identifiés dans l’analyse de l’état initial sont répertoriées ci-dessous. Les mesures d’évitement, de réduction et de compensation des impacts sont synthétisées.

Ainsi les impacts résiduels de chaque enjeu sont déterminés : non (aucun impact), acceptable (présence d’un impact résiduel, mais rendu acceptable par les mesures ou la sensibilité faible de l’enjeu), non acceptable.

Tableau 4 : synthèse de l’étude d’impact

ENJEUX	SENSIBILITE DU MILIEU	IMPACTS	MESURES ERC	IMPACTS RESIDUELS
GENERALITES				
Occupation du sol alentour	Faible	Le projet n’a pas d’impact sur l’occupation des sols aux alentours des parcelles concernées. L’accès aux parcelles du projet est assuré via le site de LFD Cook, sans réaménagement.	En l’absence d’impact, aucune mesure n’est appliquée	-
Occupation du sol de l’emprise du projet Urbanisme Servitudes d’utilité publique	Favorable	Disparition d’une surface d’exploitation agricole. Néanmoins, le projet de parc photovoltaïque est en conformité avec les orientations exprimées par la collectivité (PLU et SCOT). Le contexte étant favorable, et la compatibilité aux documents d’urbanisme état établie, aucun impact complémentaire n’est recensé où les dispositions réglementaires seront respecté.	Aucune mesure n’est appliquée	Acceptable
ENVIRONNEMENT NATUREL				
Habitats naturels et continuité écologiques (trames vertes et bleues)	Nulle	Le projet de parc photovoltaïque n’entrera pas en conflit avec les continuités écologiques présentent autour du site.	Compte tenu de la sensibilité de l’enjeu et de l’absence d’impact, la mise en place de mesures d’évitement, de réduction, de compensation ou d’accompagnement n’est pas nécessaire.	Non
NATURA 2000	Nulle	Aucun zonage de ce type n’est présent au sein de l’aire d’étude éloignée. Aucun impact n’est anticipé.	<div><div>EVITEMENT :</div><div>E1 : Choix du terrain éloigné des zones à protéger</div><div>REDUCTION : /</div><div>COMPENSATION : /</div></div>	Non
Zones naturelles bénéficiant de protections réglementaires				
Zones naturelles bénéficiant de protections contractuelles				
Zones naturelles d’intérêt bénéficiant de protection par maitrise foncière				
Zones naturelles d’intérêt bénéficiant de protection par convention				

ENJEUX	SENSIBILITE DU MILIEU	IMPACTS	MESURES ERC	IMPACTS RESIDUELS
Zones d’intérêt écologique sans portée réglementaire	Faible à modérée	Phase chantier : Impact de la destruction d’une haie (habitat à enjeu modéré) sur l’emprise du projet Aucune espèce d’intérêt observée directement, impact jugé modéré concernant le dérangement de la faune. Phase exploitation : Impacts limités sur la végétation par le maintien d’un espace non imperméabilisé. Développement d’une végétation différente par rapport à un espace agricole cultivé, mais pas nécessairement moins riche.	<div>EVITEMENT : E2 : Maintien du boisement au nord du site par le choix d’implantation E3 : Maintien de la parcelle en surface « naturelle » (herbe)</div> <div>REDUCTION : R1 : Adaptation des périodes de travaux</div> <div>COMPENSATION : /</div>	Acceptable
Inventaire terrain de la richesse biologique et écologique			Pas de mesure spécifique concernant la protection de la faune durant la phase chantier.	
Autres types de zones naturelles d’intérêt et/ou patrimoniales	Nulle	Aucun zonage de ce type n’est présent sur la parcelle d’implantation. Aucun impact anticipé sur les zones boisées et zones humides aux alentours.	En l’absence d’impact, aucune mesure n’est appliquée	Non
CADRE PHYSIQUE / PAYSAGE / PATRIMOINE				
Morphologie et topographie	Nulle	Le terrassement du site sera limité à l’emprise de la dalle du poste transformateur, soit environ 21,5 m². L’imperméabilisation des sols sera non significative (estimation à 21,5 m²), pas d’impact significatif sur l’écoulement des eaux pluviales.	En l’absence d’impact significatif, aucune mesure n’est appliquée	Acceptable
Géologie	Nulle			
Paysages	Modérée	Aussi bien en phase chantier qu’en phase exploitation le parc photovoltaïque pourra être à l’origine d’un impact visuel depuis les routes et les habitations les plus proches. Aucun impact n’est relevé concernant le paysage lointain.	<div>EVITEMENT : E4 : Maintien du boisement au Nord du site par le choix d’implantation E4 : Maintien de la parcelle en surface « naturelle » (herbe)</div> <div>REDUCTION : /</div> <div>COMPENSATION : /</div> <div>ACCOMPAGNEMENT : /</div>	Acceptable
Patrimoine	Nulle à faible	Pas d’impact autre que l’impact paysager, abordé ci-dessus.	En l’absence d’impact complémentaire, aucune mesure spécifique n’est appliquée	Non
	Modérée (ZPPA)	Pas d’impact significatif sur l’archéologie locale que ce soit en phase chantier ou d’exploitation bien que les parcelles soient localisées en ZPPA.	En l’absence d’impact significatif, aucune mesure n’est appliquée.	Non
Météorologie	Favorable (production photovoltaïque)	Pas d’impact.	En l’absence d’impact, aucune mesure n’est appliquée	Non
	Nulle à faible (risques)	Pas d’impact pouvant être lié à un risque météorologique.	En l’absence d’impact, aucune mesure n’est appliquée	Non
MILIEUX AQUATIQUES				
Hydrogéologie	Nulle à faible	D’un point de vue quantitatif, l’exploitation du parc photovoltaïque de la Fournée Dorée Atlantique ne nécessitera aucune consommation d’eau et n’aura de fait aucune incidence sur la ressource. La phase chantier du projet de parc	<div>EVITEMENT : /</div>	Acceptable

ENJEUX	SENSIBILITE DU MILIEU	IMPACTS	MESURES ERC	IMPACTS RESIDUELS
Réseau hydrographique	Nulle à faible	photovoltaïque pourra être à l’origine d’un prélèvement d’eau très faible pour satisfaire les usages sanitaires. D’un point de vue qualitatif, seul un incident en phase chantier pourrait avoir des conséquences sur les eaux. Mais compte tenu de la nature des travaux, aucun impact significatif n’est anticipé. En phase exploitation, aucun impact n’est attendu.	REDUCTION : R2 : Réduction des pollutions en phase travaux	
Alimentation en eau potable	Nulle	L’inclinaison des panneaux favorise le ruissellement des eaux pluviales sur les panneaux. L’espace restant végétalisé et perméable, aucun impact significatif sur l’écoulement des eaux est attendu.	COMPENSATION : /	
			ACCOMPAGNEMENT : /	
CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE				
Populations	Favorable	Pas d’impact négatif recensé dans contexte jugé favorable en termes d’emplois.	En l’absence d’impact, aucune mesure n’est appliquée	Non
Habitats	Faible à modérée	Aussi bien en phase chantier qu’en phase exploitation le parc photovoltaïque pourrait être à l’origine d’un impact visuel depuis les habitations les plus proches.	Compte tenu de la sensibilité de l’enjeu et de l’impact jugé acceptable, la mise en place de mesures d’évitement, de réduction, de compensation ou d’accompagnement n’est pas nécessaire.	Acceptable
ERP	Nulle	Par l’éloignement des ERP et la nature du projet, pas d’impact recensé sur les ERP.	En l’absence d’impact, aucune mesure n’est appliquée	Non
Activités agricoles	Modérée	Impact sur l’activité agricole : disparition d’une surface d’exploitation agricole d’environ 3 ha. Néanmoins, le projet de parc photovoltaïque est en conformité avec les orientations exprimées par la collectivité (PLU), c’est-à-dire l’urbanisation de la parcelle dans un cadre économique.	Compte tenu de la sensibilité de l’enjeu et de l’impact jugé acceptable, la mise en place de mesures d’évitement, de réduction, de compensation ou d’accompagnement n’est pas nécessaire.	Acceptable
Activités récréatives et touristiques	Faible	Par l’éloignement des structures à vocation touristiques (camping, monuments, sentiers) qui rend très peu visible le projet, aucun impact significatif n’est recensé.	En l’absence d’impact significatif, aucune mesure n’est appliquée	Acceptable
Voies de communication	Favorable	La phase chantier du parc photovoltaïque se traduira par une incidence temporaire (3 à 6 mois) sur le trafic routier local, laquelle sera limitée en termes de véhicules (travaux peu importants), compte tenu du contexte routier de la zone qui produit un trafic très dense. Pas d’impact sur la sécurité des voies de communication, site très bien desservi par des voies routières majeures. Impact non significatif sur le trafic en phase exploitation (déplacement ponctuel de personnel pour l’entretien et la maintenance) Aucun impact sur les autres voies de communication (ferroviaire, aérien, maritime).	En l’absence d’impact significatif, aucune mesure n’est appliquée	Acceptable
Emissions lumineuses	Faible à modérée	Impacts lumineux nocturne En phase exploitation, le parc photovoltaïque ne nécessitera pas d’être équipé d’un éclairage extérieur puisque celui-ci ne fonctionnera pas de nuit. Donc pas d’émissions lumineuse sauf incident nécessitant une intervention de nuit. La phase chantier sera opérée de jour. En cas de présence ponctuelle nocturne, les engins seront susceptibles d’avoir recourt à leurs éclairages pour sécuriser leurs déplacements. Mais temps de présence court et nombre d’engins limité. Emissions dans tous les cas négligeables par rapport à celles de la zone d’activité. Impact diurne par éblouissement Etude par simulation. Le projet de parc photovoltaïque ne sera pas source d’éblouissement pour les habitations les plus proches du hameau du « Moulin des Landes ».	En l’absence d’impact significatif, aucune mesure n’est appliquée	Acceptable

ENJEUX	SENSIBILITE DU MILIEU	IMPACTS	MESURES ERC	IMPACTS RESIDUELS
Environnement sonore	Faible	<p>En phase chantier, les émissions sonores proviendront majoritairement des opérations de « montage » du parc photovoltaïque avec l’assemblage des équipements conçus en amont en atelier. Impact très faible de ces opérations et limité dans le temps.</p> <p>Les émissions sonores en provenance du parc photovoltaïque proviendront des onduleurs et des équipements de transformation électrique. Concernant les onduleurs, ces émissions seront peu significatives (35dB à 2m) et inaudibles au niveau des tiers.</p>	<div><div>EVITEMENT : E5 : Travaux de jour uniquement E6 : Production électrique et maintenance de jour uniquement</div><div>REDUCTION : R3 : Local transformateur au plus loin des tiers, dans un local R4 : Adaptation des modalités de circulation des engins</div><div>COMPENSATION : /</div></div>	Acceptable
Emissions vibratoires	Nulle à faible	Pas d’impact recensé en phase chantier ou en phase exploitation	En l’absence d’impact, aucune mesure n’est appliquée	Non
Emissions de chaleur et de radiation	Nulle	Pas d’impact recensé en phase chantier ou en phase exploitation	En l’absence d’impact, aucune mesure n’est appliquée	Non
Déchets	Modéré	<p>Les effets temporaires du chantier de construction du parc photovoltaïque seront négligeables en matière de production de déchets. L’exploitation du parc photovoltaïque de la Fournée Dorée Atlantique ne sera pas à l’origine de la production de déchets.</p> <p>Déchets générés en phase démantèlement. Panneaux recyclables à 95 %.</p>	<p>En l’absence d’incidences notables sur la production de déchets, les mesures prises se limitent à des consignes opérationnelles durant les phases chantiers et exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none">- Tri des déchets sur aire dédiée et sécurisée (imperméable)- Evacuation systématique des déchets en fin d’intervention- Tenue du site en parfaite propreté	Acceptable
QUALITE DE L’AIR				
Mesures de la qualité de l’air	Faible	En phase chantier et exploitation, les rejets atmosphériques diffus liés à la mise en exploitation du parc photovoltaïque par la Fournée Dorée Atlantique ne seront pas à l’origine d’une incidence notable sur la qualité de l’air	<p>En l’absence d’incidences notables sur la qualité de l’air, les mesures prises se limitent à des consignes opérationnelles durant les phases chantiers et exploitation :</p> <ul style="list-style-type: none">- Temps de présence des véhicules limité au strict minimum- Extinction des moteurs en stationnement- Vitesse de circulation faible sur site	Acceptable
Poussières	Nulle à faible			
Odeurs	Nulle à faible			
CONTEXTE CLIMATIQUE				
Gaz à effet de serre	Modérée	30 tonnes d’émission de CO2 évités par an	En l’absence d’impact négatif, aucune mesure n’est appliquée	Non

6 COMPATIBILITE AUX PLANS ET PROGRAMMES

La compatibilité aux plans et programmes applicables est reportée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 5 : synthèse de la compatibilité aux plans et programmes en vigueur sur la zone d'étude

Plan, schéma, programme, document de planification	Applicable au projet	Compatibilité
1° Programmes opérationnels élaborés par les autorités de gestion établies pour le Fonds européen de développement régional, le Fonds européen agricole et de développement rural et le Fonds de l'Union européenne pour les affaires maritimes et la pêche	Non	-
2° Schéma décennal de développement du réseau (SDDR) prévu par l'article L.321-6 du Code de l'énergie	Oui	Oui
3° Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3R-ENR) prévu par l'article L.321-7 du Code de l'énergie	Oui	Oui
4° Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L.212-1 et L.212-2 du Code de l'environnement	Oui	Oui
5° Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	Oui	Oui
6° Le document stratégique de façade prévu par l'article L. 219-3, y compris son chapitre relatif au plan d'action pour le milieu marin	Non	-
7° Le document stratégique de bassin maritime prévu par les articles L. 219-3 et L. 219-6	Non	-
8° Programmation pluriannuelle de l'énergie prévue aux articles L. 141-1 et L. 141-5 du code de l'énergie	Oui	Oui
8° bis Stratégie nationale de mobilisation de la biomasse prévue à l'article L. 211-8 du code de l'énergie	Non	-
8° ter Schéma régional de biomasse prévu par l'article L. 222-3-1 du code de l'environnement	Non	-
9° Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) prévu par l'article L. 222-1 du code de l'environnement	Oui	Oui
10° Plan climat air énergie territorial prévu par l'article R. 229-51 du code de l'environnement	Oui	Oui
11° Charte de parc naturel régional prévue au II de l'article L. 333-1 du code de l'environnement	Non	-
12° Charte de parc national prévue par l'article L. 331-3 du code de l'environnement	Non	-
13° Plan départemental des itinéraires de randonnée motorisée prévu par l'article L. 361-2 du code de l'environnement	Non	-
14° Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques prévues à l'article L. 371-2 du code de l'environnement	Oui	Oui
15° Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) prévu par l'article L. 371-3 du code de l'environnement	Oui	Oui
16° Plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation des incidences Natura 2000 au titre de l'article L. 414-4 du code de l'environnement à l'exception de ceux mentionnés au II de l'article L. 122-4 même du code	Non	-
17° Schéma mentionné à l'article L. 515-3 du code de l'environnement	Oui	Oui
18° Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	Oui	Oui
19° Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	Oui	Oui
20° Plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	Oui	Oui
21° Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs prévu par l'article L. 542-1-2 du code de l'environnement	Non	-
22° Plan de gestion des risques d'inondation prévu par l'article L. 566-7 du code de l'environnement	Non	-
23° Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	Non	-

Plan, schéma, programme, document de planification	Applicable au projet	Compatibilité
24° Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	Non	-
25° Programme national de la forêt et du bois prévu par l'article L. 121-2-2 du code forestier	Non	-
26° Programme régional de la forêt et du bois prévu par l'article L. 122-1 du code forestier et en Guyane, schéma pluriannuel de desserte forestière	Non	-
27° Directives d'aménagement mentionnées au 1° de l'article L. 122-2 du code forestier	Non	-
28° Schéma régional mentionné au 2° de l'article L. 122-2 du code forestier	Non	-
29° Schéma régional de gestion sylvicole mentionné au 3° de l'article L. 122-2 du code forestier	Non	-
30° Schéma départemental d'orientation minière prévu par l'article L. 621-1 du code minier	Non	-
31° Les 4° et 5° du projet stratégique des grands ports maritimes, prévus à l'article R. 5312-63 du code des transports	Non	-
32° Réglementation des boisements prévue par l'article L. 126-1 du code rural et de la pêche maritime	Non	-
33° Schéma régional de développement de l'aquaculture marine prévu par l'article L. 923-1-1 du code rural et de la pêche maritime	Non	-
34° Schéma national des infrastructures de transport prévu par l'article L. 1212-1 du code des transports	Non	-
35° Schéma régional des infrastructures de transport prévu par l'article L. 1213-1 du code des transports	Non	-
36° Plan de déplacements urbains prévu par les articles L. 1214-1 et L. 1214-9 du code des transports	Non	-
37° Contrat de plan Etat-région prévu par l'article 11 de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification	Non	-
38° Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu par l'article L. 4251-1 du code général des collectivités territoriales	Oui	Oui
39° Schéma de mise en valeur de la mer élaboré selon les modalités définies à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions	Non	-
40° Schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris et contrats de développement territorial prévus par les articles 2,3 et 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris	Non	-
41° Schéma des structures des exploitations de cultures marines prévu par l'article D. 923-6 du code rural et de la pêche maritime	Non	-
42° Schéma directeur territorial d'aménagement numérique mentionné à l'article L. 1425-2 du code général des collectivités territoriales	Non	-
43° Directive territoriale d'aménagement et de développement durable prévue à l'article L. 102-4 du code de l'urbanisme	Non	-
43° bis Directive territoriale d'aménagement prévue à l'article L. 172-1 du code de l'urbanisme	Non	-
44° Schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L. 122-5	Non	-
45° Schéma d'aménagement régional prévu à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales	Non	-
46° Plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales	Non	-
47° Schéma de cohérence territoriale et plans locaux d'urbanisme intercommunaux comprenant les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale dans les conditions prévues à l'article L. 144-2 du code de l'urbanisme	Non	-
48° Plan local d'urbanisme intercommunal qui tient lieu de plan de déplacements urbains mentionnés à l'article L. 1214-1 du code des transports	Non	-
49° Prescriptions particulières de massif prévues à l'article L. 122-24 du code de l'urbanisme	Non	-
50° Schéma d'aménagement prévu à l'article L. 121-28 du code de l'urbanisme	Non	-
51° Carte communale dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000	Non	-
52° Plan local d'urbanisme dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000	Non	-

Plan, schéma, programme, document de planification	Applicable au projet	Compatibilité
53° Plan local d'urbanisme couvrant le territoire d'au moins une commune littorale au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement	Non	-
54° Plan local d'urbanisme situé en zone de montagne qui prévoit une unité touristique nouvelle au sens de l'article L. 122-16 du code de l'urbanisme	Non	-

7 SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE D'IMPACT

L'étude d'impact a révélé que le projet est compatible avec les plans et programmes en vigueur sur la zone d'étude.

Lorsque la sensibilité d'un enjeu n'est pas favorable ou nulle, des impacts négatifs sont possibles. Ces impacts ont été étudiés sur la phase chantier et la phase exploitation. Il ressort de la présente étude que, sur l'ensemble des enjeux les impacts sont de deux ordres

- Non significatifs et acceptables en l'état, sans mise en place de mesures ;
- Acceptables après la mise en place de mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des impacts.

Notamment sur les enjeux dont la sensibilité est jugée modérée, la nature même du projet ou l'application de mesures d'évitement, de réduction ou de compensation permet de rendre les impacts acceptables.

ENJEUX	SENSIBILITE DU MILIEU	GESTION DES IMPACTS	IMPACT RESIDUEL
Paysages	Modérée	Etude spécifique menée Mise en place de mesures de réduction et compensation des impacts	ACCEPTABLE
Patrimoine	Modérée	Par nature le projet à un impact non significatif	NON
Activités agricoles	Modérée	Projet rendu acceptable par les orientations des collectivités	ACCEPTABLE
Déchets	Modérée	Par nature projet à impact non significatif en exploitation	ACCEPTABLE
Changement climatique	Modérée	Projet à impact positif sur cet enjeu	POSITIF